L'ABEILLE.

IMPRIMÉE SUR PRESSE [illegible] TOUS LES JOURS, PAR JEROME BAYON, IMPRIMEUR DE L'ETAT DE LA LOUISIANE.

"Il faut que l'UNION soit conservée."

JEUDI MATIN, 11 AVRIL 1833.

POUR GOUVERNEUR:

J. B. DAWSON,

INTERIEUR.

NOUVELLE-ORLEANS, 11 avril.

La malle d'hier nous a apporté les journaux de New-York du 30 mars, et de Charleston du 30. Les premiers contiennent des dates du Havre du 18 février, reçues par le paquebot le *Rhône*; et les seconds, des nouvelles aussi du Havre datées "[illegible]", reçues par le *Caliboun*.

On apprend que le gouvernement prussien a enfin pris la résolution de venir au secours du roi de Hollande, conjointement avec la Russie; et que des arrangemens à cet égard auront lieu au commencement du printemps. On ajoute que le prince royal, qui a toujours été en faveur des Hollandais, correspond depuis plus d'une année avec l'empereur Nicolas sur ce sujet. Cette importante nouvelle a été, dit-on, apportée à Paris par un courrier de St. Pétersbourg, immédiatement après l'arrivée de ce courrier, le roi a assemblé un conseil des ministres et a assisté à ses délibérations. Monsieur n'avait encore transpiré.

M. Pease, membre quaker de la chambre des communes d'Angleterre, a été admis à siéger, sur sa simple affirmation. La rapport du solliciteur général en sa faveur a été adopté à l'unanimité au milieu d'applaudissemens universels.

Le gouvernement autrichien a contracté un emprunt de 4 millions de florins, avec la maison Rothschild, de Francfort, Londres, Paris et Vienne, à 80½, inférêt de 5 pr. et.

Des rapports de Madrid parlent de l'envoi d'une armée de 10,000 hommes sur la frontière de Portugal. Cette armée arrêtera le mal de *cordon sanitaire*. L'irruption du choléra en Portugal servira de prétexte à l'envoi de cette armée.

Il court différents bruits sur la solution des affaires portugaises par voie de négociation; suivant un de ces bruits, rapporté par un journal de Bordeaux, on aurait reçu à Madrid des lettres annonçant qu'en vertu d'un traité, conclu par Sir Stanford-Canning avec le gouvernement espagnol, dona Maria est reconnue reine absolue de Portugal, à condition qu'elle n'épousera ni un prince anglais, ni un prince français, ni un prince espagnol. Cet arrangement ne paraît pas fort probable en lui-même, et Bordeaux n'est point la voie par laquelle viendrait une telle nouvelle.

On écrit d'Anvers sous la date du 14 février: le pauvre autrichien le *Prince Metternich* a été forcé de donner caution pour le paiement du droit imposé par le gouvernement hollandais. Ce navire a été détenu à Lillo, et il paraît que tous les navires qui vont à Anvers sont obligés de prendre des pilotes hollandais jusqu'à Lillo, plus loin il leur est loisible de prendre des pilotes belges. Cet arrangement dépouille nos pilotes de presque tous leurs anciens avantages, en ce que leur route ne sera plus qu'environ les deux cinquièmes de ce qu'elle était. Mais les pilotes belges n'en souffriront pas seuls; il en résultera des embarras pour le commerce, parceque quelquefois, par hasard l'un autrement il ne se trouvera pas de pilotes hollandais pour conduire les navires à Flessingue. Ainsi il dépend de la Hollande de chasser de notre port tous les étrangers.

Un correspondant du *Courier and Enquirer* de New-York, écrit ce qui suit sur le même sujet, sous la date de Flessingue, 9 février: Ce que je vous ai écrit à l'égard du droit d'entrée pour les navires est confirmé, et il paraît que ce droit sera exigé à compter d'aujourd'hui. Je suis assuré qu'un officier naval doit accompagner les employés de la douane. La police sera aussi mise en jeu. Je crois qu'il ne sera pas permis aux passagers de continuer leur voyage par le même navire. On dit également qu'il ne sera pas permis à un seul navire à la fois de remonter l'Escaut. Il fabrique qu'il attendra l'arrivée de 2, 3 ou 4 autres navires, et ils seront accompagnés par une escadre canonnière jusqu'à Lillo. Les mêmes règlemens s'appliqueront à ceux qui descendent l'Escaut; ceux-ci seront examinés à Lillo. Le transport d'armes et de munitions est prohibé.

Nous nous empressons d'annoncer que d'après les observations que nous avons soumises hier, sur le renvoi, par le maire, des constructeurs qui s'étaient présentés pour l'adjudication des travaux à faire pour l'établissement des nouveaux piliers, nous avons été induits en erreur sur un point très-important. Les motifs qui ont porté M. Prieur à renvoyer les constructeurs, ne sont point ceux que nos informations lui prêtaient, et sont au contraire fort plausibles; il a été forcé d'en agir ainsi, vu que le voyer ne lui avait pas encore remis les plans des édifices à élever. Il est à regretter, ne connaissons, que par une cause ou l'autre on apporte toujours quelque retard à commencer des travaux dont l'urgence est manifeste et qui ne saurait être trop tôt achevés.

EXTERIEUR.

ANGLETERRE.

LONDRES, 11 février.

Le *Guardian* assure que le budget qui va être soumis au parlement sera tellement épuisé par les expéditions envoyées dans la Tage et sur les côtes de Hollande, qu'il est douteux que les vaisseaux destinés pour préparer une escadre destinée à se rendre dans le Levant puissent être exécutés.

FRANCE.

Une lettre de Lisbonne annonce que le gouverneur du fort Saint-Julien est destitué par suite de l'insulte faite à la nation française, et que le navire qui doit en porter la notification au gouvernement français partira le 4 février.

PARIS, 12 février.

Le prince Othon, la régence grecque et les troupes bavaroises ont débarqué en Grèce et sont arrivés à Nauplie au milieu d'une allégresse impossible à décrire. L'escadre grecque a été reçue aux abords de la Morée par plus de mille grandes et petites embarcations, qui l'ont accompagnée jusqu'à Pendroit du débarquement.

—Le bruit s'est répandu depuis avant hier d'un nouveau dissentiment dans l'intérieur du ministère à l'occasion de l'état de siége. Il y a déjà près de quinze jours que ce projet de loi devait être discuté à la chambre des pairs, mais le rapport de la commission a dû être retardé sous prétexte de la maladie du maréchal Soult, mais la commission, de la haute chambre a conclu à la majorité de ses membres le rejet du projet de loi adopté par la chambre des députés. Cependant le roi et trois des membres du conseil veulent absolument que le rapport soit fait à la chambre des pairs, tandis que les autres déclarent à présent indispensable de retirer le projet afin d'éviter un échec qui paraît inévitable à la chambre des pairs. On dit que samedi un conseil de cabinet a encore été tenu sur cette affaire, et que cette séance a été fort orageuse, sans annoncer aucun résultat.

PARIS, 9 février.

Le gouvernement prussien est décidé à proclamer l'émancipation complète des juifs: il se propose non-seulement d'abolir les impôts qui les frappent d'une manière exceptionnelle, mais de leur accorder, comme aux autres sujets, la faculté d'arriver à tous les emplois civils et militaires.

—Le désarmement de la plupart des places fortes des départemens nord de la France vient d'être ordonné, ainsi que celui des principales forteresses de l'est, ce qui prouve assez que le ministère ne partage nullement les appréhensions dont les feuilles de l'opposition cherchent depuis si longtemps à terrifier le pays.

—Plusieurs mandats d'amener ont été lancés ce matin contre des individus qui s'étaient provoqués dans des lieux publics pour querelles politiques. 9 des mandats ont déjà reçu leur exécution.

—On écrit de Toulon, 4 février:

Les démonstrations de la Russie pour intervenir dans les affaires de la Turquie, paraissent avoir décidé le ministère français à ne pas retirer notre armée d'occupation de la Morée; il est, en effet certain que divers navires qui venaient été destinés à aller prendre les troupes ont reçu contre-ordre. Nous ne pouvons qu'applaudir à cette détermination de notre gouvernement. Ce n'est pas d'aujourd'hui que la Russie a manifesté son intention d'étendre sa prépondérance dans la Grèce, et de s'assurer ainsi une grande influence dans la Méditerranée: depuis plusieurs siècles, tous ses efforts tendent à ce but, et il n'y a pas eu une seule insurrection dans ce pays, qui n'ait été fomentée par les agens du czar, et on sait que la dernière révolution qui a affranchi la Morée de la domination turque a été son ouvrage, et si les choses ne se sont point terminées comme elle aurait désiré, elle n'a pas peu cela abandonnée pour faire de ce pays une province russe, et les coupables intrigues de l'amiral Ricord, les menaces dont divers agens que le cabinet de St.-Pétersbourg ne cesse d'entretenir n'ont pas d'autre but. Ce serait la livrer presque sans coup férir à la Russie, car il est évident que la petite armée française serait insuffisante pour [illegible] et le roi [illegible] répétons donc, nous applaudissons à la mesure qui vient d'avoir pris notre ministère [illegible] pour la France d'arrêter l'influence [illegible] que activité dans le commerce public un

[illegible]

[illegible] Saxe-Cobourg.

—Il y a dans ce moment six nouveaux états ouverts en Allemagne: celles de Hanovre, de Weimar, de Hesse-Cassel, de Darmstadt, de Wurtemburg, et de Saxe, à quoi il faut ajouter les états provinciaux de Silésie, de Westphalie, duché de Hongrie, etc. Dans ces divers états, le peuple paraît prendre chaque jour plus d'intérêt aux débats constitutionnels, et témoigner des progrès de son éducation politique.

—Il est positif que le brigade d'occupation de Morée, au lieu d'être rappelée en France, sera peut-être augmentée. L'état intérieur de la Grèce a paru nécessiter cette mesure, concertée, d'ailleurs d'avance avec les autres puissances protectrices et le roi Othon lui-même, pour l'enseignement qui s'est opéré. Les dernières nouvelles et les troubles d'Argos ont fait accélérer encore une décision à cet égard.

Deux courriers, l'un venant de Londres, l'autre de Berlin, sont arrivés hier au ministère des affaires étrangères.

Rien n'a encore transpiré sur le contenu des dépêches dont ils étaient porteurs, mais elles doivent être importantes, puisque M. Gobiet a fait mander chez lui M. [illegible] et Adair, et que plusieurs du ministère y ont aussi été chez le roi, où il est resté enfermé dans son cabinet pendant près de deux heures. Ce matin deux courriers ont été expédiés, dont l'un pour Paris et l'autre pour Londres. Une estafette a aussitôt expédiée à La Haye.

BELGIQUE.

BRUXELLES, 9 *février*.—Correspondance particulière—Notre situation est toujours à peu près la même, et la possession de la citadelle d'Anvers n'a amélioré en rien nos affaires. Nos diplomates, et notamment M. de Latour-Maubourg, se battaient d'un traité définitif de commerce entre nous et la Hollande. M. de Valleray a été expédié plusieurs fois à la Haye; mais ces démarches officielles auprès du gouvernement hollandais n'ont pas eu de résultat. Dernièrement encore, et par suite des dépêches reçues de Londres, sir Robert Adair expédia un de ses secrétaires à la Haye pour notifier au roi Guillaume d'évacuer les forts de Lillo et de Lieffenoëck, et de rouvrir l'Escaut à tous les bâtimens étrangers, n'importe leur pavillon. La réponse du roi de Hollande fut courte et précise. S. M. hollandaise déclara encore une fois qu'elle n'accéderait aux vœux de la France et de l'Angleterre que par la force des armes. L'Escaut, disait S. M. dans [illegible] resterait fermé à la France et à l'Angleterre et à la Belgique, tant que la Hollande n'obtiendra pas une éclatante réparation de l'insulte brutale qu'elle a reçue de l'armée française.

Le texte de cette note fut envoyé par M. Adair à Londres et jusqu'à ce jour elle est restée sans réponse.

Depuis la prise de la citadelle, le commerce d'Anvers languit d'une manière extraordinaire; les commerçans de la ville n'osent pas faire sortir leurs marchandises de leurs magasins, craignant qu'elles soient capturées, et les arrivages dans le port deviennent de jour en jour plus rares. Le discours prononcé par M. Goblet dans la séance du 8 (au sénat) n'a pas non plus rassuré les pauvres Belges. On voit encore que c'est la continuation du système Mealemacre, et que les divers changemens qui se sont opérés depuis que temps dans notre cabinet n'ont eu aucun plus aucun résultat satisfaisant pour nous.

Indépendamment de tous ces faits bien sensibles à la prospérité de la Belgique, le trésor manque d'argent, il est même question de faire un nouvel emprunt; mais cette fois ci il paraît que M. Roschild s'y refuse. Ajoutez à cela que l'armée restera et paraît devoir encore rester long-temps sur pied de guerre; une armée aussi considérable que la nôtre est une charge pour le pays qui finira par le ruiner, car nos ressources ne sont pas bien considérables. La France il est vrai nous fournira l'argent au besoin, mais nous payerons bien cher de semblable prêts.

L'opposition d'ailleurs n'est plus aussi violente à la chambre; les orangistes eux-mêmes montrent une imprudence vraiment remarquable et le roi lui-même est entouré des principaux coryphées de la dynastie déchue.

Quelques membres de la chambre des représentans, bien connus par leur patriotisme, se sont réunis hier et ont décidé qu'ils feraient une adresse au roi pour l'engager à finir d'une manière quelconque nos différends avec Guillaume.

Nous ne serons donc pas étonnés de voir bientôt parmi nous une armée française; mais si les soldats français franchissent encore aujourd'hui nos frontières, il est probable qu'cette armée ne rentrera sur son territoire que lorsque nos affaires seront entièrement terminées.

—Le bruit d'une Confédération Italique, qui serait sous la protection immédiate de la France, de l'Angleterre et de l'Autriche, prend chaque jour plus de consistance au-delà des Alpes. Il paraît que M. de Saint-Aulaire a fourni des renseignemens pleins d'intérêt sur l'état actuel des négociations qui ont eu lieu à ce sujet entre les princes italiens. Si nous sommes bien informés, il ne resterait plus que Naples et l'Etat pont fiscal qui n'auraient pas encore adhéré au plan de cette confédération.

—On nous écrit de Zurich que le projet d'un nouvel acte fédératif fait l'impression la plus diverse dans la suisse. Tous les grands conseils des cantons se [illegible] et la diète sera assemblée à Zurich pour décider enfin une des questions qui touchent le plus directement aux intérêts de l'Helvétie.

[*Par autorité.*]

ACTE

Amendant les actes, notamment en forcé, relativement à l'introduction des esclaves.

SECT. 1. *Il est décrété par le Sénat et la Chambre des Représentans de l'Etat de la Louisiane, réunis en Assemblée Générale*, Qu'à dater de la passation de cet acte, cette partie de la seconde section de l'acte pour amender l'acte intitulé "Acte relatif à l'introduction des esclaves," qui comprend les Etats du Kentucky, du Tennessee et du Missouri, dans le nombre des états et territoires, desquels il est défendu d'introduire des esclaves, est et demeure rappelée.

SECT. 2. *Il est de plus décrété, &c.* Que cette partie de la première section du dit acte, intitulé "Acte pour amender l'acte intitulé "Acte relatif à l'introduction des esclaves," qui exige que l'agent employé soit propriétaire foncier de la paroisse dans laquelle les esclaves doivent être introduits est et demeure amendée de manière à ce qu'il soit seulement nécessaire à l'avenir que le dit agent soit un électeur dûment qualifié et propriétaire foncier, résidant dans le District Judiciaire dans lequel les esclaves doivent être introduits; bien entendu que toutes les autres restrictions et qualités maintenant requises des agents, par les lois existantes, demeureront les mêmes.

SECT. 3. *Et il est de plus décrété, etc.* Qu'à dater de la passation de cet acte, les pères et mères de familles ou autres ascendants ci-après les dispositions de cet acte ou en vertu d'autres actes concernant l'introduction des esclaves dans cet Etat auraient acheté des esclaves, conformément aux dites lois antérieures, que les dits pères ou mères de familles auront le droit de donner ou de disposer autrement des dits esclaves ainsi achetés ou introduits en faveur de leurs enfans, petits enfans, gendres et belles filles, comme partie de leur héritage ou autrement; bien entendu que ces enfans, petits enfans, gendres ou belles filles se conformeront aux dispositions et restrictions des dites lois, de même que s'ils étaient les acquéreurs primitifs des dits esclaves.

Signé ALCEE LABRANCHE,
Orateur de la Chambre des Repré sentans.

Signé C. DERBIGNY,
Président du Sénat.

Approuvé le 26 mars, 1833.

A. B. ROMAN,
Gouverneur de l'Etat de la Louisiane.

LEGISLATURE D'ETAT.

FRANÇAIS SESSION—11ME. LEGISLATURE.

JOURNAL DE LA CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS.

LUNDI, 1er. avril 1833.

La chambre s'est réunie conformément à l'ajournement.

M. Voorhies (des Avoyelles), rapporteur du comité d'enrôlement, a rapporté comme dûment enrôlé les bills intitulés "Acte pour la sûreté de l'arsenal public à la Nouvelle-Orléans."

"Acte supplémentaire aux divers actes relatifs à l'éducation publique;"

"Acte pour incorporer les catholiques romains de la paroisse de Ste Marie."

Et la résolution pour exempter certaines personnes du paiement de certaines taxes."

Sur motion, ordonné que ce rapport soit adopté.

L'orateur a signé les dits bills et dite résolution.

Et le greffier a été chargé d'y demander la signature du président du sénat.

Un message du sénat, par M. Davis, son secrétaire, informant la chambre que le comité d'enrôlement du sénat a fait rapporté comme dûment enrôlés les bills et la résolution ci-dessus mentionnés, le président du sénat y a apposé sa signature.

M. Voorhies a rapporté du comité d'enrôlement, rapporté comme dûment enrôlé pour la sanction du gouverneur les bills intitulés "Acte pour [illegible]

Un message du gouverneur par M. Verloin, son secrétaire privé, informant la chambre que le gouverneur a ce jour

"Acte accordant un [illegible] de la paroisse de Pointe-Coupée pour la construction d'une [illegible] et d'une [illegible] dans la ville de Donaldsonville, communément appelé le gouvernement;"

"Acte relatif au rétrait de l'Etat;"

Et "Acte pour venir au secours du capitaine Hudry" et autres."

Un message du sénat, par M. Davis son secrétaire, informant la chambre que le comité d'enrôlement du sénat ayant rapporté comme dûment enrôlés les bills suivants intitulés "Acte pour amender les lois pénales de cet état;"

"Acte pour incorporer le [illegible] de la Nouvelle-Orléans et pour venir au secours de la bibliothèque commerciale de la Nouvelle-Orléans;"

Et "Acte concernant l'amélioration de la navigation du lac Bontemps et du bayou Dauphet."

La signature de l'orateur y est demandée.

M. Voorhies (des Avoyelles), rapporteur du comité d'enrôlement de la chambre des représentans a rapporté les susdits bills enrôlés.

Sur motion, ordonné que le dit rapport soit adopté.

L'orateur ayant signé les dits bills, &c.

Le greffier a été chargé d'y demander la signature du président du sénat.

Un message du gouverneur, par M. Verloin, son secrétaire privé, informant la chambre que le gouverneur a ce jour, approuvé et signé les bills intitulés "Acte pour amender un acte autorisant la construction d'un pénitentiaire et pour d'autres objets," approuvé le 16 mars 1833;

Et "Acte pour accorder certains privilèges à la compagnie du bac à vapeur de la Nouvelle-Orléans;"

"Acte supplémentaire aux divers actes autorisant la construction d'un pénitentiaire et pour d'autres objets;"

"Une résolution relative aux deux lots situés dans la ville de la Nouvelle-Orléans;"

"Acte pour incorporer la banque des artisans et commerçans de la Nouvelle-Orléans;"

Et "Acte pour incorporer la banque des citoyens de la Louisiane."

Un message du sénat, par M. Davis son secrétaire, informant la chambre que le sénat a donné son concours aux amendemens faits par la chambre au bill intitulé "Acte pour incorporer les souscripteurs à la banque de l'Union de la Louisiane."

Un message du sénat, par M. Davis son secrétaire, informant la chambre que le sénat a donné son concours aux amendemens au compte des dépenses casuelles du sénat et de la chambre des représentans pour l'année 1833, auxquels amendemens le concours de la chambre est demandé.

La chambre s'est occupée des dits amendemens.

Sur motion, ordonné que les dits amendemens soient adoptés.

Le greffier a été chargé d'en informer le sénat.

Un message du sénat par M. Davis, son secrétaire, informant la chambre que le comité d'enrôlement du sénat avant rapporté comme dûment enrôlés les bills intitulés "Acte pour amender l'acte intitulé "Acte relatif à l'introduction des esclaves," qui comprend les Etats du Kentucky, du Tennessee et du Missouri, dans le nombre des états et territoires, desquels il est défendu d'introduire des esclaves, est et demeure rappelée.

"Acte supplémentaire aux divers actes relatifs à l'éducation publique."

"Acte pour incorporer les catholiques romains de la paroisse de Ste Marie."

Et la résolution pour exempter certaines personnes du paiement de certaines taxes."

Sur motion, ordonné que ce rapport soit adopté.

L'orateur a signé les dits bills et dite résolution.

Et le greffier a été chargé d'y demander la signature du président du sénat.

Un message du gouverneur par M. Verloin, son secrétaire privé, informant la chambre que le gouverneur a ce jour approuvé et signé le bill intitulé "Acte supplémentaire aux divers actes relatifs à l'éducation publique."

M. Garland a été nommé en remplacement de M. Hudry démissionné.

M. Voorhies (des Avoyelles), rapporteur du comité d'enrôlement de la chambre des représentans a rapporté les susdits bills enrôlés.

Sur motion, ordonné que le dit rapport soit adopté.

L'orateur ayant signé les dits bills, &c.

Le greffier a été chargé d'y demander le concours du sénat.

Un message du gouverneur, par M. Verloin, son secrétaire privé, informant la chambre que le sénat a donné son concours à la résolution sus-mentionné.

MM. Bonvais et Thomas sont nommés membres dudit comité.

M. Robin a fait la motion qu'un membre soit nommé dudit comité, en remplacement de M. Garland.

L'orateur a nommé M. Watkins en remplacement de M. Garland.

M. Watkins, rapporteur du comité susmentionné, a rapporté qu'il s'était rendu auprès du gouverneur et que le gouverneur avait encore quelques communications à faire.

Un message du gouverneur, par M. Verloin, son secrétaire privé, informant la chambre qu'il a ce jour approuvé et signé les bills intitulés:

"Acte pour la sûreté de l'arsenal à la Nlle-O[illegible]"

"Acte pour incorporer une congrégation de catholiques romains dans la paroisse de Ste. Marie."

Et une résolution relative à la collecte de certaines taxes.

M. Watkins, au nom du comité nommé, pour se rendre auprès du gouverneur, a rapporté que le gouverneur avait plus de communications à faire.

Un message du sénat par M. Davis, son secrétaire, informant la chambre que le sénat était prêt à ajourner *sine die*.

Sur motion de M. Hoa, la chambre s'est ajournée *sine die*.

VOLE pendant la nuit du mardi au mercredi, un lit bois en bois, avec 11 oies de garde, un oie en ivoire, le dit lit tenant étant dans un sac de cuir vert. Une récompense de 10 piastres sera donnée à quiconque le rapportera au portier du théâtre d'Orléans, "et on ne fera aucune question." 11 avril—3

SUCCESSION de feu David Mallony, par ordre de l'honorable Cour des Preuves, dans et pour la paroisse de Jefferson, en date du 10 avril courant, il sera exposé en vente au comptant, sur les lieux, occupé par feu David Mallony, faubourg Lafayette, le lundi 22 courant, à 10 heures du matin, les articles suivants, savoir:

Le mobilier, les articles composant le magasin d'épiceries, les marchandises sèches et autres effets et les bateaux de ferry et aussi 20,000 lattes et 1100 planches, une cuisse de fer, &c., appartenant à la dite succession.

Paroisse de Jefferson, 10 avril 1833.

[Signé] J. HARANG, Juge.

11 avril—2,1js

A VENDRE à l'amiable, les esclaves suivants, savoir: le nègre *Ben*, âgé de 23 ans, bon charretier, et très utile sur un habitation; *Mat*, âgé de 30 ans, nègre de champ, *Carter*, âgé de 25 ans, nègre de champ, et domestique, très intelligent; *Lindsey*, âgé de 21 ans, nègre de champ; *Rittz*, négresse domestique et de champ, âgée d'environ 26 ans; *Major*, négrillon de 7 ans. Tous ces esclaves sont acclimatés, étant depuis environ quatre ans dans le pays. S'adresser rue Bourgogne, No. 114, entre Toulouse et St. Louis.

Conditions: Un an de terme, en billet endossé à satisfaction et hypothèque jusqu'au parfait paiement.

Si ces esclaves ne sont pas vendus, à l'amiable d'ici à mercredi, 17 de ce mois, ils seront exposés en vente publique, ce jour-là, à la Bourse, à midi, par F. Dutillet.

11 avril—6

BUREAU D'EMPRUNT.

$10,000 A prêts en sommes de non moins de $300, les personnes désirant des prêts temporaires, peuvent les trouver en s'adressant chez Everitt, rue St. Louis, No. 10. On est prié de faire la demande avant 3 heures, la veille du jour où on aura besoin de l'argent.

EVERITT,
11 avril rue St. Louis, No. 10.

LE soussigné fera vendre samedi prochain, 13 du courant, à la Bourse Hewlett, à midi, une domestique de maison, nommé NANCY; cette négresse est une des plus laborieuses qu'on connaisse dans le pays, et capable de faire à elle seule l'ouvrage de deux négresses dans la maison, elle est âgée de 20 ans, parlant l'anglais et le français, elle s'entend passablement la cuisine, la pâtisserie et les glaces, et un peu blanchir; les titres et les maladies sont garantis, sans les vices.

Conditions: 6 et 12 mois de crédit, en billet endossé à satisfaction et hypothèque jusqu'à parfait paiement.

9 avril—6 A. LACOUTURE.

LANCIERS D'ORLEANS.

LA compagnie sortira à pied, dimanche prochain, 14 du courant, à 8 heures précises du matin, et se réunira sur la place Lafayette, équipement complet, sans armes, tenue d'été. Par ordre de l'Adjudant commandant la compagnie par intérim.

11 avril X. LECOURT DE BILLOT, maréchal-des-logis-chef.

UNE personne qui a résidé longtemps dans cette ville désire trouver un emploi comme commis-externe ou surveillant de magasin, elle donnera d'excellent renseignement. On désire avoir un emploi permanent, s'adresser à

11 avril EVERITT, rue St. Louis, No. 10.

Jobard vs. Ellen Turbeau.

EN vertu d'un [illegible] me fieri facias à moi adressé par Phon. Wm. C[illegible], juge conseiller de la cour de cité, j'exposerai en vente, lundi, 22 avril, à 4 heures de l'après-midi, au Principal, 5 chaises de Windsor, et un lavis dit lit, &c., saisis dans la demande ci-dessus.

11 avril L. DAUNOY, marshal.

UNE jeune négresse âgée de 17 ans, blanchisseuse et repasseuse, et un bon cuisinière, accouchée depuis 6 jours, et dont l'enfant est mort, elle est garantie des vices et maladies prévus par la loi et de plus garantie, bon sujet.

Une autre négresse âgée de 27 ans, parlant anglais et français, excellente blanchisseuse, repasseuse, plisseuse et bonne cuisinière, également garantie des vices et maladies prévus par la loi.

A vendre également, une négresse nommée Fanny, un peu blanchisseuse et cuisinière, garantie.

De plus, des Actions [illegible] des Banques de l'Etat, de la Cité et de la Compagnie [illegible] Rail-Road de Pontchartrain.

S'adresser à CH. HATREL,
3 avril rue de Chartres, No. 128.

TRAITES sur New-York, à vendre par
22 mars F. [illegible]RET, rue Toulouse, No. 55

[illegible]

[illegible] 11, [illegible] matin.

La troisième représentation [illegible] Exercices de la famille

RANDEL.

Mes petits.

DANSES ET EXERCICES AVEC BALANCIER.

Pas Ecossais par	M. Jérôme Ravel.
Grande danse par	Mme. Ravel.
Pas de deux par	M. Gabriel Ravel.
Danse de table par	M. Jean Ravel.
Le petit [illegible]	

Mme. Jérôme.

EXERCICES AVEC BALANCIER.

Saltos de drapeau par Mlles. Emilie Ravel.

Les jeunes G. Ravel après plusieurs tours d'agilité, exécuteront

LES JEUX INDIENS, DES RAQUETTES.

Le célèbre Dominique Ravel, exécutera l'exercice MILITAIRE,

Suivi de la scène de

MONTGOMEL.

Le théâtre fut jadis témoin d'une libre représentation de

M. POT-AU-VENT

OU LA NUIT AUX AVENTURES.

Ballet pantomime comique, de M. Ravel, musique arrangée par M. *Dominique*.

Pierre Mathieu	MM. Jérôme Ravel.
Rodrigue, garçon meunier,	Auguste Ravel.
M. Pot-au-Vent,	D. Ravel.
Un Meunier,	Alfred.
Marjotte, fille de Pierre,	Mme. Ravel.
Garçons meuniers.	

Dans ce ballet le jeune Gabriel Ravel remplira le rôle comique de M. Pot-au-Vent, et exécutera l'agréable surprise de LA BARRE SIRIQUE, haute de 18 pieds.

Précédée de

UNE FAUTE,

Comédie-vaudeville en 2 actes, de M. Scribe.

PASSAGE POUR LE HAVRE.

Devant partir le 1er. de mai. Le beau navire CREOLE, capitaine Page, jaugeant [illegible] et partie [illegible] ment connu. Pour le passage, ayant des [illegible] ments, s'adresser à bord, ou à

J. HAGAN & CO.

POUR NEW-YORK.

Ligne de paquebots, entre la Louisiane et New-York.

Le beau navi e fin roulier CONGRESS, capit. Collins, partira le 14 du courant. Pour fret ou passage, ayant de bons [illegible] ments, s'adresser à bord, ou à

FOSTER & HUTTON,
11 avril rue du Canal, No. 77.

COUR DES PREUVES.—*Vente par le Régister des Testaments.*—Mardi, 14 mai 1833, à midi, j'exposerai en vente, à la Bourse, pour compte de la succession de feu John Jackson, les deux esclaves ci-après décrits, savoir:

Une négresse nommée Charlotte, âgée de 30 ans; et une négresse nommée Polly, âgée d'environ 21 ans.

Conditions de la vente: Six et douze mois de crédit, en bons billets endossés avec hypothèque jusqu'à parfait paiement. Par ordre de la cour.

W. F. C. DUPLESSIS, registrar.

Les actes de vente seront passés en l'étude de Wm. Y. Lewis, notaire public, aux frais des acquéreurs. 11 avril

AVIS DES COMMISSAIRES DE LA

BANQUE DES CITOYENS DE L'ETAT DE LA LOUISIANE.

EN vertu des pouvoirs dont les soussignés sont investis par un acte pour incorporer la BANQUE DES CITOYENS DE LA LOUISIANE, avis est par le présent donné que les livres de souscription au fond capital seront ouverts le mardi 30 du courant, au domicile de Mr. L. B. Labatut, rue Royale, No. 176, entre Toulouse et St.-Pierre, et resteront ouverts tous les jours, (les dimanches exceptés) depuis 10 heures du matin jusqu'à 3 de l'après-midi, pour le laps de quatre mois, terminant le 30 d'août.

Par la 3ème. section de la charte, il est déclaré "qu'il sera loisible à toutes personnes propriétaires de bonne foi de biens-fonds situés dans cet état, ainsi qu'à toutes corporations politiques autorisées à cet effet par la loi, de souscrire au capital de la dite banque."

Et par la 7ème. section de la dite charte, il est pourvu "que nul ne sera admis à souscrire au capital de la dite "banque avant d'avoir remis entre les mains des commissaires ou directeurs, un acte de vente par acte public, concession ou certificats de localisation des commissaires de terre des Etats-Unis, passés devant juges légalement vérifiées, ou telle autre preuve de son titre que le propriétaire voudra présenter en garantie à la banque, qui sera jugée satisfaisante par les dits commissaires ou directeurs."

M. S. CUCULLU,
JOHN B. LEPRETRE,
P. J. TRICOU,
A. DUCROS,
GEO. GREENE,
HENRI FERRET,
CHS. LESSEPS.

10 avril—30

A VENDRE.—Un fond de [illegible] avantageusement situé et très bien achalandé, s'adresser au bureau de cette feuille. 10 avril—3.

40,000 PIASTRES.

LES personnes qui désirent souscrire pour la somme ci-dessus doivent envoyer leurs ordres à Sylvester à la Mobile, sans délai; le tirage officiel sera connu à la Nouvelle-Orléans le 20 courant. Prix des billets seulement, 10 piastres. Les billets gagnants y seront payés sur présentation, rue du Camp, No. 16.

10 avril J. S. SYLVESTER.

UN jeune homme de 20 ans, parlant anglais et Français désire trouver une place dans un magasin de soieries en gros et en détail. Il peut fournir les meilleurs renseignemens. S'adresser rue de la Levée, No. 120, entre les rues St. Philippe et Dumaine. 10 avril—2.

A LOUER.

LA MAISON No. 20, rue St. Louis, telle est en parfait état et bien située, en entrant de suite en possession. Pour conditions, s'adresser à Jacob Levy.

10 avril.

AVIS est donné par le présent que les souscriptions au fond capital de la BANQUE *des Artisans et des Commerçans* de la Nouvelle-Orléans, seront reçues par les Commissaires et Directeurs de la dite banque, depuis 10 heures du matin jusqu'à 2 heures de l'après-midi, durant vingt jours successifs, (les dimanches exceptés) à dater de lundi 6 mai, jusqu'au mardi 28 mai 1833, au bureau maintenant occupé par M. John Kitty Smith, à Pontchartrain, rue des Canal.

Par la 5ème. section de cet acte d'incorporation, le trésorier est autorisé à souscrire, au nom de l'Etat, pour un nombre d'actions n'excédant pas $150,000.

Et de plus, par la 8ème. section du dit acte, le privilège de son acte pour $200,000 d'actions du même, est exclusivement accordé aux artisans de cet Etat, et que les livres seront ouverts pour recevoir ces dites souscriptions trois jours avant qu'elles le soient pour les souscriptions générales—afin de recevoir les dites souscriptions les livres seront ouverts lundi, 6 mai, et seront fermés mercredi 8 de mai 1833, aux temps et lieu ci-dessus mentionnés.

Par ordre du Bureau.

3 avil—21 C. DELAHOUSSAYE, *secrétaire.*

BANQUE DU COMMERCE DE LA N.-ORLEANS.

CONFORMEMENT à un acte de la législature de l'Etat de la Louisiane, incorporant la banque du Commerce de la Nouvelle-Orléans, approuvé le 1er. avril courant, les livres de souscriptions au fonds capital de la dite banque, savoir: *trois millions de piastres*, seront ouverts rue Royale, No. 71, lundi, 9 mai, et resteront ouverts pendant l'espace de 30 jours, depuis dix heures du matin jusqu'à 2 heures de l'après-midi, savoir jusqu'au samedi, 8 juin; et si à cette époque la totalité du fonds capital se trouve souscrite, les livres seront alors fermés.

La charte porte "que durant le premier terme de 30 jours, pendant lequel le livre de souscription demeurera ouvert, ainsi qu'il est pourvu par la 3ème section personne ne sera admis à souscrire qui ne soit pas citoyen des E.-Unis et résidant dans cet Etat, desquels faits les commissaires seront les seuls juges, et que les souscriptions seront faites en personne ou en vertu d'un pouvoir notarié souscrit par plus de trois personnes."

Les commissaires soussignés donnent aussi avis que tous les pouvoirs autorisant une souscription à la banque de Commerce de la Nouvelle-Orléans devront certifier que la personne ou les personnes signant les dits pouvoirs ne pouvoirs est ou sont citoyen ou citoyens des Etats-Unis et résidant ou résidants dans cet état. Le serment de la partie sera requis par le notaire ou le magistrat agissant comme notaire ex-officier dans le cas où il le jugera convenable.

WM. HEWES,
R. O. PRITCHARD,
C. GENOIS,
WM. M. REAL,
JOSEPH SAUL,
JOSHUA BALDWIN,
JOSEPH LALANDE,

} Commissaires nommés par le Gouverneur de l'Etat.

3 avril—30

COUR DES PREUVES.—*Vente par le Régister des Testaments.*—Jeudi, 11 avril 1833, je vendrai en vente, à midi, pour compte de la succession de feu D. P. Blanc, un nègre appelé LERIN, âgé d'environ 20 ans, et une action dans la compagnie de la Pyrogue à l'Ouest de Orléans.

Conditions: Paiement moitié comptant, et le reste à échéance de neuf, douze et quinze mois, avec billet endossé à satisfaction et hypothèque spéciale jusqu'à parfait paiement, et l'action payable comptant.

Les frais de vente à la charge.

25 mars W. F. C. DUPLESSIS, rég.

[illegible] 11 avril dernier opposition au Maire. [illegible] Agent soussigné, de la vente de

CINDERELLA.

POUR TAMPICO.

Le goélette TAMPICO, capitaine Calvalan, partira dans le courant de cette semaine. Pour passage, [illegible] s'adresser à

J. DUFART.

10 avril rue Jean Royale, No. 106.

POUR LE HAVRE.

La brick FRIGUE, capitaine Soubie, jaugeant 200 balles de coton. Pour fret ou passage, s'adresser à

[illegible] (8 avril) L. MAGER.

POUR LE HAVRE.

Le navire en [illegible] le passage classé le TIGRE, capt. Heinburg, partira pour le susdit port vers le 15 courant, et prendra quelques passagers pour

8 avril E. PERRET.

No. 68, rue Toulouse.

POUR LE HAVRE.

Le brick [illegible] jaugeant [illegible] capitaine EMERY, capitaine Marchant, partira pour le susdit port vers le 14 courant, et prendra quelques passagers qui seront logés très [illegible]

8 avril P. PERRET, rue Toulouse No. 68

COUR DES PREUVES.—*Vente par le Régister des Testaments.*—Lundi, 22 avril 1833, à 10 heures du matin, il sera vendu au Bazaar Canonge, pour compte de la succession de feu John T. McNeill, environ cent soixante dix-milliers de briques.

Conditions de la vente:—Quatre m